

LES HOUTHIS DU YEMEN

Les Houthis se trouvent dans un pays, le Yémen, lui-même particulier. Quelques mots d'abord, sur sa mise en place, vont nous donner une idée de la complexité de la question. Le Yémen en tant que tel n'a quasiment, en réalité, jamais existé. Et ajoutons tout de suite qu'on a ici affaire à un monde encore tribal, dirigé par des chefs de tribus ou plutôt de confédérations de tribus.

Son passé récent, du temps de la Guerre froide, est constitué de deux pays différents, Yémen du Nord et Yémen du Sud.

Au Yémen du Nord, une guerre oppose un camp royaliste, soutenu par l'Arabie saoudite, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, à un camp républicain, soutenu par l'Egypte et l'URSS. Il en sort une élection, celle de Ali Saleh, en 1978, qui instaure une dictature.

Saleh est membre d'une tribu, les Sanhan, elle-même appartenant à la Confédération des Hashid, l'un des plus grandes du pays. Nous sommes donc dans un monde tribal. Saleh, personnellement, est de confession chiite zaidite, mais cela ne l'empêchera pas du tout de commercer avec la bourgeoisie sunnite.

Au Yémen du Sud, une guérilla lutte contre les Britanniques, jusque 1967. Se met en place alors une autre dictature, soutenue par l'URSS et la Chine.

En 1972, et en 1979, le Yémen du Nord et le Yémen du Sud se font la guerre, jusqu'à un accord d'unification en 1990. C'est de là que date donc le Yémen actuel. Mais ça ne va pas durer longtemps. Car, en fait, la base de l'Etat, c'est la dictature de Saleh. Qui ne laisse pas de place aux élites du Sud. Et, au bout de trois ans, c'est l'explosion : le Sud veut se séparer.

L'Arabie saoudite intervient, pour soutenir Saleh, qui reprend le pouvoir en 1994. Et Saleh supprime les droits que pouvaient avoir les femmes, et brade les entreprises du Sud qu'il offre à ses proches. En 2007, un nouveau Mouvement du Sud organise des manifestations. La répression, à nouveau, est brutale.

Arrive 2011, l'impact des révolutions arabes, parties de Tunisie, touche d'abord la capitale du Yémen, Sanaa, puis gagne le sud. Les manifestations se suivent tout mars et avril 2011.

Arrêtons-nous là un instant, car il nous faut revenir un tout petit peu en arrière, et parler des Houthis. Eux, leur mouvement est apparu en 2004. Pas n'importe où, au nord du pays, le long de la frontière avec l'Arabie saoudite. Il faut savoir que là, des deux côtés de la frontière, ce sont les mêmes populations, des chiites de la tendance zaidite. Or, l'Arabie, qui est dirigée par des sunnites, veut, des deux côtés de la frontière,

implanter le sunnisme. Elle envoie donc des prêcheurs salafistes (une tendance du sunnisme) et ouvre même des écoles sur le Yémen du Nord.



C'est là que les Houthis se défendent, ils reprennent le contrôle de certains territoires. Du coup, l'armée yéménite les attaque. En 2009, l'aviation saoudienne bombarde les villages chiites avec des bombes à fragmentation américaines. On compte 150 000 personnes déplacées. Donc, le mouvement houtiste est un mouvement au départ religieux, qui se défend contre l'agression de l'Arabie saoudite.

Quand la révolution de 2011 commence, et demande le départ du dictateur Saleh, les Houthis soutiennent cette revendication. Du coup, le mouvement révolutionnaire devient très puissant dans tout le Yémen, et des failles ont lieu dans

l'armée ; une caserne est prise avec son armement. Ryad, l'Arabie saoudite s'affole du risque de contagion. Elle réunit à Ryad tous les dictateurs du monde arabe. En novembre 2011, elle décide d'abandonner Saleh, mais pour le remplacer, dans une élection complètement bidon, par son vice-président Hadi.

Saleh, après 33 ans de dictature, est donc obligé de démissionner. A contre-cœur ! Et que fait-il, Saleh ? il rejoint... les Houthistes. Des Houthistes qu'il avait combattus de 2003 à 2011. Son calcul est ainsi de battre le régime en place et de reprendre le pouvoir.

Et pour ajouter des forces contre le nouveau pouvoir, celui de Hadi, Saleh et ses partisans vont carrément libérer des gens d'al-Qaïda dans la Péninsule arabique, (AQPA) ; ils leur offrent même une province, le Zinjibar. Les futurs auteurs de la tuerie de Charlie Hebdo en France le 7 janvier 2015, ont été entraînés à cette période dans un camp d'al-Qaïda au Yémen, sous la protection donc de Saleh.

Aujourd'hui, ce qui est surtout souligné en Occident, c'est l'aspect international de la question houthiste. Ils nous sont présentés comme des alliés de l'Iran, des opposants à Israël, voire aux Etats-Unis.

Cette internationalisation date de 2011. Et c'est l'Iran qui fait alors le choix de fournir une aide massive aux Houthistes. Le calcul de l'Iran est de refaire ce qui a si bien marché au Liban, en soutenant le Hezbollah : profiter de la faiblesse interne du pays pour soutenir une force qui, à l'avenir, dépendra de l'Iran, et sera donc un moyen d'influer sur la politique du pays en faveur de l'Iran.

L'Iran va donc fournir aux Houthistes les moyens de mettre en place une organisation militaire analogue à celle du Hezbollah libanais : Ansar Allah (Les Partisans de Dieu). Le mot "houthi est lui-même tiré du nom d'une famille al-Houthi, dont un membre Hussein al-Houthi est une figure religieuse et politique zaïdite du Yémen. C'est donc une coloration très religieuse, anti-sunnite, qui est mise aussi en place, moyen par lequel l'Iran va en même temps effacer le côté démocratique, ou républicain, que pouvait avoir la révolution à ses débuts au Yémen.

L'historien Jean-Pierre Filiu note que c'est alors la première fois dans l'histoire du Yémen qu'une guerre se présentant aussi comme une guerre de religion se met en place

En septembre 2014, les milices houthistes prennent la capitale Sanaa, obligeant Hadi à déménager son gouvernement à Aden, dans le sud du Yémen. En mars 2015, les milices houthistes et Saleh, qui ont également réussi à gagner à eux la confédération des Hached, prennent la ville de Taz, obligeant Hadi à fuir en Arabie saoudite.

Pour l'Arabie, c'en est trop. Elle monte une coalition militaire de dix pays sunnites, pour contrer cette extension de l'influence de l'Iran. L'Iran, en effet, dispose du Hamas allié à Gaza, du Hezbollah allié au Liban, de la Syrie d'Assad soutenu par l'Occident et

également allié, de l'Irak où le pouvoir a été offert aux chiites par les Américains. 150 000 soldats saoudiens et 100 avions de combat ont pour mission de battre les Houthis et remettre en poste Hadi.

La supériorité de l'Arabie saoudite est énorme, on peut même la comparer à celle des Etats-Unis face aux Etats-Unis. Et la suite a aussi des côtés comparables. La supériorité aérienne ne suffit pas à obtenir une victoire bien claire. Les Houthis conservent Sanaa et les zones montagneuses du nord, mais les forces de Ryad reprennent une partie du sud et de l'est.

La guerre devient donc une guerre d'usure. Les Houthis tiennent le coup et développent l'utilisation de drones et de missiles. Côté Arabie saoudite, on commence à voir des faiblesses avec les Emirats qui s'éloignent de ce camp progressivement.

Petite anecdote : en 2017, Saleh, qui a annoncé rompre avec les Houthis, cette fois, est assassiné par eux. Mais cela ne change rien au fait qu'il est clair que l'Arabie saoudite n'arrivera pas à ses objectifs par la force seule. Là encore, comme avec les Etats-Unis face à l'Iran.

Comme l'a fait l'Iran plus tard, les Houthis visent les installations pétrolières de l'Arabie saoudite, en particulier les installations de Abqaiq et Khurais en septembre 2019.

Une accalmie se produit en 2022, 2023. Ryad comprend qu'une victoire militaire sera impossible à obtenir, ce qui permet à l'ONU d'obtenir une trêve. Oman, comme entre les USA et l'Iran, ont joué un rôle d'intermédiaire.

Mais c'est la guerre de Gaza, à partir du 7 octobre 2023, qui change la donne. En novembre, les Houthis attaquent des navires en mer Rouge, en affirmant qu'ils veulent faire pression contre Israël et soutenir les Palestiniens. On peut penser qu'ils suivent là des consignes venues d'Iran. En tout cas, les USA et le Royaume-Uni réagissent en frappant des positions houthies au Yémen.

Mais les Houthis comprennent alors qu'ils détiennent un pouvoir en menaçant la navigation sur le détroit de Bab el Mandeb, lieu de passage extrêmement important pour le commerce mondial. Ce détroit voit passer quatre ou cinq fois moins de pétrole que ce que voyait passer le détroit d'Ormuz, que la guerre de Trump a rendu célèbre dans le monde entier. Mais il est d'une grosse importance pour les porte-conteneurs, avec 22% du trafic mondial. Bab el Mandeb, qui signifie en arabe "la porte des lamentations", est indispensable pour accéder au canal de Suez et à la Méditerranée depuis le Moyen Orient ou l'Asie. Son blocage ou son insécurité obligent les navires à contourner l'Afrique par le Cap de Bonne Espérance, ce qui prend une quinzaine de jours de navigation supplémentaires.

Les échauffourées entre Houthis et Arabie saoudite ou avec les Occidentaux en restent donc là, en 2024 et 2025, avec des affrontements ponctuels.

C'est en fait à l'été dernier, 2026, une fois l'agression violente d'Israël et des USA contre l'Iran globalement stoppée, et cela sans que l'Iran ait été vaincu clairement, que les attaques sérieuses des Houthis reprennent contre l'Arabie saoudite. Là encore, plus clairement qu'en 2023, on peut penser que l'Iran est à la manœuvre, et ceci d'une manière conjointe qui permet aux Houthis comme à l'Iran de marquer des points, chacun pour son compte. Les Houthis visent donc les infrastructures pétrolières, comme celles d'Aramco à Yanbu, mais aussi des villes et des navires saoudiens.

Mais le rapport de force a fortement évolué depuis 2015. Les Houthis contrôlent Sanaa et une grande partie du Yémen où vit la majorité de la population yéménite. Et ils disposent maintenant d'une expérience militaire sérieuse, menaçant à la fois le territoire saoudien et la route maritime de la mer Rouge.

Ils viennent de réussir, ces derniers jours, à contrôler les territoires du Yémen qui bordent le détroit de Bab el Mandeb, un détroit d'une importance comparable à celle d'Ormuz.

Il faut ajouter que ces longs et interminables conflits se font, évidemment, au détriment d'une population qui a connu des millions de déplacés, une crise humanitaire parmi les pires. Les conflits, au départ locaux, initiés par les comportements de dictateurs et le comportement saoudien, relancés dans l'autre camp par l'attitude de l'Iran, se retrouvent maintenant avec une nouvelle dimension, d'ampleur internationale.

Actuellement et depuis peu, les Houthis semblent utiliser un moment où Trump se refuse à utiliser la force militaire (sans doute du fait des élections intermédiaires aux USA) pour frapper le plus durement qu'ils peuvent l'Arabie saoudite. D'ailleurs, celle-ci a demandé le secours américain, qui lui a été refusé. Et la France en a profité pour offrir à l'Arabie sa protection militaire de l'oléoduc qui lui permet de faire sortir son pétrole, bloqué par l'Iran à Ormuz, par la mer Rouge, sur le terminal de Yanbu, menacé par les Houthis. Et ceux-ci ont répondu en annonçant clairement qu'ils feraient une cible des pétroliers d'Arabie saoudite (et eux seuls) qui tenteraient de passer le détroit de Bab el Mandeb.

En conclusion, on peut noter que les Houthis semblent capables de n'agir qu'à la condition d'espérer gagner des points pour leur propre cause, dans le cadre du Yémen, et pas uniquement en soutien à l'Iran. Ils paraissent éviter, que ce soit en 2023 ou actuellement, toute recherche d'une attitude trop agressive qui risquerait d'amener les pays occidentaux à se coaliser contre eux. Là semble s'arrêter leur soutien avec l'Iran. Leur but est plutôt d'obtenir un recul définitif de l'Arabie saoudite, et l'obtention d'un Yémen sous leur domination.

23 septembre 2026